



PÉROU



D 2239 • Pe11
1-15 septembre 1998

MOTS-CLEFS
Économie
Indicateurs
Pauvreté

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET PAUVRETÉ

Le cas du Pérou est particulièrement révélateur d'un phénomène caractéristique du mode actuel de développement économique : de bons résultats macroéconomiques (taux de croissance de l'économie nationale, par exemple) vont de pair avec la persistance et parfois l'aggravation de la pauvreté (voir aussi DIAL D 2211). Article de Abramham Lama, IPS, Lima, Pérou, 4 août 1998.

La famille de Huallqui et ses voisins de Ricran, hameau abritant des bergers élevant des brebis dans la montagne du centre du Pérou, à 3 600 mètres d'altitude, ne savent pas que le pays dans lequel ils vivent a connu d'excellents taux de croissance au cours de ces dernières années.

La croissance du Produit intérieur brut (PIB) péruvien a atteint 13,1 % en 1994 (record en Amérique latine), il a été de 7,3 % en 1995, n'a pas tenu ce rythme en 1996 avec 2,5 %, mais est reparti en 1997 avec 7,2 %.

Bien qu'ils s'interrogent sur les modes de calcul officiels du PIB, les économistes indépendants reconnaissent que les chiffres indiquent une croissance économique réelle au cours de ces dernières années.

"La croissance du PIB indique une augmentation du taux de consommation per capita, qui est une moyenne

statistique, mais cela ne signifie pas que toute la population a vu augmenter son pouvoir d'achat car l'effet ne s'est pas fait ressentir au niveau le plus bas de l'échelle sociale", a déclaré l'économiste Francisco Urrunaga.

Le fait que le développement social se situe dans le cadre de la croissance économique révèle les difficultés qui existent à l'intérieur de l'économie de marché pour répartir les bénéfices à toute la population.

Tomasa Huallqui vit avec son mari et ses six enfants dans une maison en pisé qui n'a ni eau potable, ni évacuation, ni énergie électrique. Comme 3 570 000 Péruviens, ils se trouvent dans ce que les économistes appellent l'"extrême pauvreté" et les sociologues une "situation d'indigence".

Le niveau minimum de dépenses quotidiennes de consommation au Pérou est évalué à 1,8 dollars. À partir de ce

montant jusqu'à 1,14 dollars, on considère qu'il y a pauvreté et, en dessous, indigence.

La paysanne devrait peut-être trouver quelque consolation dans le fait que le pourcentage de la population en situation de pauvreté au Pérou a diminué entre 1991 et 1997 de 57,4 % à 50,7 %. Mais elle n'a pas eu l'occasion de l'apprendre parce qu'elle ne sait pas lire.

Son mari ne l'a pas su davantage, lui qui a appris à lire dans son enfance mais qui est à présent un analphabète fonctionnel, pas plus que ses trois fils qui vont à l'école mais dont aucun n'a vu de sa vie des tableaux statistiques. Selon la dernière enquête officielle sur les revenus au Pérou réalisée en 1996, 40 % de la population de la sierra rurale vit dans l'extrême pauvreté.

L'enquête nationale sur les foyers effectuée par l'Institut national de sta-

SOMMAIRE

> **PÉROU : Croissance économique et pauvreté (1-2)**

> **ÉQUATEUR : Le cri de Riobamba (3-4)**

> **CHILI : Le sommet des peuples des Amériques (5-6)**

> **AMÉRIQUE CENTRALE : Les migrations de l'Amérique centrale vers les États-Unis (7-9)**

tistique et d'informatique (INEI) signale, en plus, que dans la campagne andine péruvienne, sur dix personnes pauvres, deux seulement ont accès à l'eau potable, une à l'électricité et aucune ne dispose d'un service d'évacuation des eaux.

Selon un rapport de la Banque inter-américaine de développement (BID), 88 % de la population pauvre de la sierra rurale travaille dans l'agriculture et l'élevage sur de petites parcelles (dont 81 % ont moins de deux hectares), avec un taux élevé de travail domestique non rémunéré.

Une étude élaborée par l'institut privé Cuanto, spécialisé dans l'étude des marchés, révèle qu'il y a au Pérou 12 millions de personnes en dessous du seuil de pauvreté, soit 50,7 % de la population du pays, qui s'élève à presque 25 millions d'habitants.

L'analyste Angel Páez a indiqué que la persistance de la pauvreté en dépit des bons résultats macroéconomiques s'explique du fait que le modèle mis en œuvre par le gouvernement d'Alberto Fujimori "engendre la croissance mais ne crée pas d'em-

ploi".

Páez déclare : "Fujimori a renversé la tendance à l'hyperinflation, a trouvé un règlement avec les créanciers et a promulgué une législation favorable aux entreprises dans l'espérance d'attirer des investissements pour réduire le problème majeur du Pérou : le chômage, mais il n'y est pas parvenu." Et il ajoute : "Cela signifie que Fujimori a perdu la guerre contre la pauvreté."

Les fonctionnaires liés au pouvoir

Les programmes d'aide sociale s'élevaient à 675 millions de dollars par an et on compte que dans les régions rurales l'aide atteint 80 % des foyers les plus pauvres, qui reçoivent l'équivalent en alimentation de 2,34 dollars par jour. Páez considère que c'est une stratégie erronée de lutter contre la pauvreté en fournissant de la nourriture, car "cela ne permet pas à la population de sortir de l'indigence".

Mais une source d'information bien placée au ministère de l'agriculture a soutenu que le budget social de l'État inclut aussi des travaux d'infrastructures pour les voies de circulation, l'irrigation, la reforestation, la réhabilitation des terres, l'éducation et les dispensaires.

Cuarto Intermedio



refusent ces critiques en indiquant que le gouvernement a opté pour la réduction des aides et qu'il a diminué le nombre des emplois publics, mais qu'il a créé un système de distribution alimentaire pour aider les plus pauvres jusqu'à ce qu'ils puissent bénéficier de la croissance économique.

"Tout ne consiste pas à donner de la nourriture, affirme cette source. En plus des 675 millions de dollars d'aide alimentaire, il y a plus de 800 millions destinés aux travaux d'infrastructure, spécialement aux voies de circulation, pour améliorer la rentabilité des petites exploitations de montagne."

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

DIAL • 38 rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.org

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Point contact à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18